

Contribution

Menaces globales : réponses multilatérales

La globalisation et la mondialisation ne concernent pas uniquement le monde économique. Les défis de notre sécurité se sont également globalisés. Les conflits entre Etats fondés sur des blocs idéologiques, auxquels nous assistions durant la guerre froide, font place à des conflits culturels qui transcendent les frontières des Etats. Lentement mais sûrement nous assistons à l'émergence du choc des civilisations que nous souhaitons éviter. D'un côté un monde occidental matérialiste, que les Etats-Unis prétendent représenter et « l'autre monde » qui s'élève face à cette hégémonie, et que le terrorisme islamique prétend guider.

Bien entendu nous devons tout faire pour rompre la logique qui nous conduit à ce choc des mondes, mais en même temps nous devons protéger nos peuples et notre société face aux dangers qui les menacent. Notre but ne saurait se limiter à déclarer la guerre au terrorisme comme le font les Américains. Il est tout d'abord impossible et dangereux de donner une définition globale du terrorisme sinon que ce n'est que la « violence de l'autre ». En fait, il y a d'une part, les terrorismes de libérations nationales qui relèvent d'analyses régionales au cas par cas et d'autre part le terrorisme global d'Al-Qaida transnational et révolutionnaire qui tente d'imposer la Charia aux législations étatiques. Chercher à amalgamer ces deux catégories de terrorisme relève de la propagande. Nous devons donc évaluer cette menace globale et nous préparer à y répondre.

Si la menace est globale et déterritorialisée, (nous n'avons plus de menace aux frontières, mais plus de frontière aux menaces), la réponse doit être également globale. La France ne peut plus agir seule sur la scène internationale face aux défis de sécurité auxquels elle est confrontée. Nous n'avons pas à regretter cette situation : aucun pays, fussent les Etats-Unis, ne peut prétendre répondre seul face à ces nouveaux défis. Pour ne pas avoir su organiser le consensus autour d'eux pour lutter contre le terrorisme, pour avoir mené une expédition aux motifs douteux en Irak, les Américains se sont aujourd'hui isolés. S'ils veulent aujourd'hui d'une Europe forte c'est parce qu'il leur est nécessaire d'avoir un allié solide pour faire face aux défis qu'ils se sont imposés. Nous avons certes besoin des autres mais les autres ont également besoin de nous et de l'Europe. Nous devons donc nous montrer clairs et déterminés dans notre choix : une Europe alliée mais non alignée.

La réponse ne pourra donc s'organiser que dans un cadre multilatéral, qu'elle soit politique pour le règlement des conflits, militaire, financière ou judiciaire pour nous protéger contre ceux qui veulent nuire à notre modèle d'organisation politique et sociale.

Cette stratégie ne peut véritablement se mettre en place que si l'Europe se renforce vers le seul modèle qui vaille : une Europe véritablement démocratique qui répond aux aspirations de toutes les catégories de sa population et entend assumer un modèle économique et social original.

Il faut d'abord s'engager pleinement dans la revitalisation des Nations Unies. Ce lieu n'est plus celui où les Etats débattent et font valoir leur point de vue. Certains Etats étant plus égaux que d'autres, la tentation est grande pour ceux qui n'ont rien à attendre de cette instance de la désert. Pour une raison diamétralement opposée, les Etats-Unis plus à l'aise dans les rapports bilatéraux, font le même calcul considérant l'ONU comme un frein à leurs initiatives sécuritaires. C'est une stratégie inspirée par la certitude de disposer d'une supériorité militaire totale. Cette politique est aussi vouée à l'échec. Pour permettre la réforme des Nations Unies, il faut que l'Union Européenne envisage sérieusement à l'avenir de parler d'une seule voix dans cette instance. Si le siège de l'Union Européenne au Conseil de sécurité n'est pas aujourd'hui possible, cette perspective doit être organisée par les pays européens actuellement membres permanents.

Il faut également que l'Europe politique fonctionne sur les nombreux sujets où le consensus existe en fait. Le projet politique européen doit être poursuivi spécialement en matière de sécurité où la dimension européenne est plus que jamais vitale et largement souhaitée face aux menaces potentielles auxquelles nous devons faire face. Si demain des terroristes devaient faire exploser une bombe radiologique en Allemagne ou en Italie, personne n'imaginerait que la France serait épargnée par une telle catastrophe. La défense civile est l'instrument principal de réponse à un attentat terroriste. Il est évident que nous ne pouvons plus concevoir nos plans de protection et de secours dans un cadre national. Il faut créer dans un cadre européen un service de sécurité civile, voire une garde civile européenne, qui puisse organiser la protection et le secours des populations face aux attentats terroristes d'envergure afin d'offrir une réelle protection à nos citoyens ce qui n'est pas le cas actuellement.

Cette intégration doit se faire également dans les autres domaines connexes de la lutte contre le terrorisme : aussi bien au niveau judiciaire, qu'à celui des services de police et de la nécessaire lutte contre les réseaux de financement du terrorisme.

Cette réponse multilatérale doit également nous conduire à approfondir le dialogue sur la sécurité avec les pays au voisinage de l'Europe et notamment avec les pays de la rive sud de la Méditerranée, du Proche-Orient et de la Russie. L'Europe a peut-être une frontière mais elle a surtout un vaste voisinage. Ces états riverains seront plus probablement une chance pour notre sécurité qu'une menace. Nous devons les aider à se développer, à promouvoir les équilibres sociaux et les droits de l'homme et donc à limiter à l'avenir les causes de l'émergence du terrorisme. Cette politique de développement partagé, qu'il est nécessaire de mettre en place avec les pays de la Méditerranée et du Caucase, sera également le meilleur gage d'une politique d'immigration équilibrée. Le débat sur les limites de l'Europe ne doit donc pas porter sur l'exclusion de tel ou tel pays, mais sur une approche stratégique globale vers l'Est et le Sud. L'Union Européenne ne doit pas devenir le club de vieux pays riches, replié sur lui-même, mais un pôle de développement et de sécurité perçu comme tel par nos voisins. Le développement sécurisé que nous pouvons contribuer à offrir à ces pays sera demain le gage de la sécurité et la prospérité de nos propres peuples. Les Etats-Unis, par leur nature et par leur géographie ne peuvent ni ne veulent développer une telle stratégie. Nous privilégions l'aide économique à la simple lutte militaire contre le terrorisme, le règlement politique des conflits aux ultimatums, le respect des cultures à l'hégémonie. Notre politique fondée sur la coopération et la formation créera un désir de démocratie beaucoup plus sûrement que toute autre méthode unilatérale et autoritaire.

Aux menaces globales nous apporterons donc une réponse globale, adaptée à chaque situation et basée sur le multilatéralisme, seule voie possible dans la quête de l'harmonie et donc de la Paix.

Jean-Michel BOUCHERON

Signataires :

Jean-Michel BOUCHERON, Serge BLISKO, Jean-Claude BOIS, Jérôme LAMBERT, Gilbert LE BRIS, Bernard MADRELLE, Michel SAINTE MARIE; députés et Didier BOULAUD, Josette DURRIEU, Philippe MADRELLE, André ROUVIERE; sénateurs.